

ME-UNI

»,  
chez  
listes

membre de l'Union  
question à laquelle les  
juin, sous l'œil inquiet  
la gauche : une sortie  
vateur Boris Johnson ;  
David Cameron, lui aussi

SPÉCIAL  
RT

rie de l'Union européenne,  
n peu à sa gastronomie :  
Et d'abord celui unissant  
le gauche de la formation  
ur David Cameron. Bien  
hommes s'opposent tous

tête du Parti travailliste,  
formant les petites nations  
e n'a aucun avenir (1) ». La  
s le cadre d'un référendum,  
e-Uni de ce qui s'appelait  
; en 1993, il avait rejeté le  
aux Parlements nationaux  
au profit d'une poignée de  
ndu : il soutient le vote  
ndum du 23 juin.

(Lire la suite page 11.)

# AU-DELÀ DES RÉVÉLATIONS DES « PANAMA PAPERS »

## Pour en finir avec l'impunité fiscale

COLLECTION KARSTEN GREVE, ST-MORITZ - GALERIE KARSTEN GREVE, COLOGNE, PARIS, ST-MORITZ



LOUIS SOUTTER. - « Crépuscule du gangster », 1937

**S**UBSTITUT du procureur d'Évry dans les années 1980, j'avais les dossiers de fraude fiscale à l'audience. Déjà, je remarquais que les affaires instruites ne concernaient que de petites fraudes, comme celle de ce maraîcher de Montlhéry (Essonne) qui avait vendu au marché d'Arpajon des tomates avec un taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) erroné. Elle était à l'image

\* Avocate, députée européenne (groupe Europe Écologie - Les Verts), ancienne juge d'instruction au pôle financier du tribunal de grande instance de Paris. Dernier ouvrage paru : *Le Loup dans la bergerie*, Les Arènes, Paris, 2016.

des dénonciations que nous recevions à la commission de lutte contre la fraude fiscale : un bûcheron qui fendait le bois pour des retraitées sans déclaration, un polisseur de verres ou un taxidermiste travaillant au noir...

Depuis, il apparaît de plus en plus clairement que les plus aisés trichent en toute impunité et à grande échelle. Les « Panama papers » ont mis au jour onze millions de fiches provenant d'un seul cabinet d'avocats, situé dans un paradis fiscal. De quoi donner le tournis aux simples contribuables. Que peuvent-ils penser au Royaume-Uni, où la Royal Bank of Scotland a bénéficié de 45 milliards de livres (58 milliards d'euros) d'aides publiques pour son renflouement, alors que l'on vient d'apprendre que cet établissement aidait ses riches clients à se dérober à leurs obligations fiscales ? Ces révélations mettent une nouvelle fois

*La succession des révélations sur l'évitement de l'impôt à l'échelle internationale fait apparaître l'ampleur de l'impunité fiscale dont jouissent les plus puissants et les plus malins. Loin d'être fatale, celle-ci résulte de choix politiques. En particulier en France, où le verrou du ministère des finances sur les enquêtes, la baisse des effectifs et la culture de la conciliation favorisent la triche. Lutter efficacement contre l'évasion des capitaux supposerait aussi de s'en donner les moyens judiciaires.*

PAR EVA JOLY \*

en lumière la tranquillité avec laquelle les plus riches peuvent cacher leurs actifs ou leurs avoirs, et se soustraire à toute solidarité nationale. Elles démontrent à quel point l'ampleur d'un phénomène que nos gouvernements ne combattent que superficiellement.

Nous ne sommes pas tous égaux devant l'impôt. Certains, entreprises ou riches individus, ont les moyens d'y échapper largement sans risquer leur carrière ou leur liberté. Pourtant, tolérer cette impunité fiscale, c'est faire le choix de la concentration des richesses plutôt que celui des services publics ou de la préservation de l'environnement... Car la question n'est pas que morale. Son coût pour les finances publiques atteint 60 à 80 milliards d'euros chaque année en France, l'équivalent du déficit budgétaire.

(Lire la suite page 21)

## t du Dr Folamour

PAR SERGE HALIMI

européennes. Elles lui ont imposé le vote d'une loi budgétaire de sept mille pages, trois hausses massives de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), la privatisation d'aéroports à des prix bradés, le report à 67 ans de l'âge de la retraite, l'augmentation des cotisations maladie, la fin des protections accordées aux petits propriétaires incapables de payer leurs emprunts... En échange, Athènes vient d'obtenir un prêt principalement destiné à lui permettre de rembourser les intérêts de sa dette extérieure. Le Fonds monétaire international a beau concéder que celle-ci est « insoutenable », l'Allemagne refuse qu'elle soit amputée.

Berlin et la Commission européenne savent pourtant se

### La France dans l'impasse des replis identitaires ?

